

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2018)

Heft: 2197

Artikel: "Monnaie pleine": une théorie reste une théorie : pourquoi l'initiative populaire soumise au vote le 10 juin vise à côté de la cible [à suivre]

Autor: Ghelfi, Jean-Pierre

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1023221>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

[NZZ](#), la cause est entendue: «Si la SSR n’existait pas depuis longtemps, il ne viendrait à l’idée de personne de l’inventer. Elle est le produit d’une époque où Hitler et Staline ont utilisé la technique radiophonique pour diffuser leur propagande et où un Etat démocratique comme la Suisse y a répondu par le concept de défense spirituelle.» Aujourd’hui donc, il n’y aurait place que pour le marché.

Or précisément, ce «marché» n’offre guère de choix. Dans plusieurs régions du pays, la SSR représente la seule alternative à des monopoles médiatiques, comme le relève le journal en ligne [Republik](#). La stratégie du groupe Tamedia semble bien viser la disparition

de cette alternative.

Plutôt que de rejoindre Almeida, la régie publicitaire créée par Swisscom, Ringier et la SSR, le groupe zurichois a préféré acquérir Goldbach, une firme qui contrôle près de la moitié du marché de la publicité télévisuelle, notamment celle qui profite à RTL et ProSiebenSat, deux concurrents de la SSR. Selon son patron [Christoph Tonini](#), ce rapprochement devrait permettre à Tamedia de présenter à ses clients une offre globale couvrant aussi bien la télévision que la radio, outre la presse écrite. Avec ses nouveaux partenaires étrangers, le groupe envisage d’investir dans la production de

programmes TV. Ce nouvel acteur multimédia pourrait être en mesure de proposer des formats TV directement sur toutes les sortes d’écrans des consommateurs.

Avant de préconiser une cure d’amaigrissement pour la SSR, il serait opportun de répondre d’abord aux questions que pose [Robert Ruoff](#), un ancien de la SSR: quels besoins et quels intérêts légitimes des citoyens et des consommateurs les médias doivent-ils satisfaire? Comment organiser de manière flexible le passage à la société numérique pour rendre possibles les adaptations? Et comment financer ce processus? La future [loi sur les médias électroniques](#) devrait répondre à ces questions.

«Monnaie pleine»: une théorie reste une théorie

Pourquoi l’initiative populaire soumise au vote le 10 juin vise à côté de la cible

Jean-Pierre Ghelfi - 10 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32909>

Le 10 juin, nous voterons sur l’initiative dite pour la [monnaie pleine](#). Elle sera rejetée, non seulement parce que la très grande majorité des élus aux Chambres fédérales, des partis politiques et des associations économiques ont déjà manifesté leur opposition, mais surtout parce que ses buts et sa mise en œuvre restent incompréhensibles pour la plupart des gens.

Le concept de la monnaie pleine peut s’apparenter à la

théorie quantitative de la monnaie dont l’une des idées principales est que la monnaie représente la source de la richesse. L’économie fait l’objet de multiples théories (offre et demande, rôle de l’Etat, libéralisme, marché et concurrence, monnaie, etc.). L’histoire et les expériences ont plus ou moins validé (ou invalidé) certaines d’entre elles.

Ces théories ont généralement pour but de comprendre les

mécanismes économiques, avec l’ambition de proposer des règles (certains auteurs disent même des lois) pour permettre de faire fonctionner l’économie sinon harmonieusement, du moins en évitant des crises traumatisantes (comme celle des années 1930, par exemple).

Pas une mince affaire

Les meilleures ou moins mauvaises théories expliquent une partie du fonctionnement de la vie économique. Aucune,

à notre connaissance, n'en propose une vue d'ensemble un tant soit peu cohérente. Ce constat n'est pas tout à fait surprenant. Comment, en effet, parvenir à rendre compte tout à la fois du fonctionnement des entreprises publiques et privées, du marché et de la concurrence, du comportement des individus et des ménages, du rôle de l'Etat, de l'apport des changements techniques, du développement des échanges internationaux et des flux financiers, sans oublier les rêves de puissance et de grandeur des gouvernements, ni la question de l'égalité? Concilier tous ces éléments n'est pas une mince affaire.

Penser ou croire à l'existence d'une recette susceptible de faire fonctionner cet ensemble passablement disparate paraît pour le moins audacieux. Au point que tout économiste attentif à la réalité complexe du monde devrait avant tout éviter de croire qu'il détiendrait la Vérité.

Les partisans de la théorie de la monnaie pleine n'ont pas cette modestie. Ils prétendent que la régulation de la monnaie et du crédit constitue le vecteur principal pour assurer un fonctionnement sans à-coups de l'économie. Ils frisent le délire ([DP 2041](#)) en pensant pouvoir à la fois mettre de l'ordre dans le chaos, éviter des crises économiques et financières, protéger l'épargne, interdire aux banques de créer de la monnaie scripturale lorsqu'elles accordent des crédits aux entreprises et aux particuliers. Le [Message](#) du

Conseil fédéral explique par le menu toutes ces questions, plus quelques autres.

Capacité d'adaptation

Les intentions des auteurs de l'initiative ne sont pas en cause. Il y a certainement une demande réelle de la population qui souhaite que l'épargne soit protégée (ou plutôt devrait-on dire «*mieux protégée*», car elle l'est déjà), que l'Etat ne doive pas voler au secours de grandes banques (banques dites systémiques) qui perdent pied parce qu'elles se sont lancées dans des opérations manifestement spéculatives, et qui souhaite également ne pas être entraînée une nouvelle fois dans une crise douloureuse comme celle de 2008.

Cette idée de monnaie pleine n'est toutefois qu'une théorie parmi d'autres. Aucun pays ne l'a mise en œuvre ni envisage de le faire. Pour la bonne raison — ou les bonnes raisons — que si cette conception pouvait éviter certains défauts du système actuel, elle en engendrerait d'autres. Même dans un régime de monnaie pleine, les banques ne cesseraient certainement pas de prendre des risques inconsidérés pouvant aller jusqu'à menacer leur existence. On ne saurait davantage imaginer que le même régime pourrait mettre le système bancaire suisse à l'abri de turbulences internationales — la crise de 2008 est partie des Etats-Unis et a contaminé la quasi-totalité du système financier mondial.

On peut évidemment déplorer l'instabilité de nos systèmes économiques. Mais tout instables qu'ils sont, ils ne fonctionnent dans l'ensemble et dans la durée pas trop mal, notamment parce qu'ils ont une certaine capacité d'adaptation. Ce ne sont certes pas des mécaniques parfaites. Mais peut-on croire qu'il en existe qui soient tout à la fois parfaites et humaines?

Des failles à combler

Les principales failles du secteur financier mises en évidence par la crise de 2008 concernent d'abord la proportion insuffisante de fonds propres (capital et réserves) dont les banques doivent disposer par rapport aux crédits qu'elles accordent. Par ailleurs, on a décelé des lacunes dans la gestion de leurs risques ainsi que dans la surveillance exercée sur le monde de la finance, tâche assumée en Suisse par la Finma pour les banques en général et par la BNS pour les [cinq banques systémiques](#) d'importance nationale. Sous l'égide de la Banque des règlements internationaux (BRI), les gouvernements ont décidé de combler les failles et les lacunes constatées (mesures connues sous le nom de [Bâle 3](#)).

Il ne faudrait pas croire cependant que lesdites mesures sont la fin de l'histoire. Dix ans après la crise, les milieux bancaires, en Suisse et ailleurs, tentent de les remettre en cause. Elles seraient, disent-ils, trop

contraignantes et leur application tatillonne. Le 6 mars, le Conseil national a approuvé à une large majorité une [motion](#) de sa commission de l'économie et des redevances, tendant à retirer une partie de ses pouvoirs à la Finma, avec l'argument qu'elle outrepasserait ses compétences réglementaires. Le texte adopté se substitue à

une initiative parlementaire du conseiller national Alfred Heer (UDC), qui proposait carrément d'intégrer la Finma dans l'administration fédérale...

La monnaie pleine n'apporte pas de réponse à ces problèmes. L'interdiction faite aux banques de créer de la monnaie scripturale et le transfert à la Banque nationale suisse de la totalité de la

création monétaire qui s'en porterait garante (d'où cette notion de «*monnaie pleine*») suffiraient-ils vraiment pour stabiliser le système financier et pour assurer un développement plus harmonieux de l'économie? Ce sera le sujet d'un prochain article.

(A suivre)

Le tsunami Amazon arrive

La révolution numérique dans la distribution a des conséquences très directes sur les infrastructures

Michel Béguelin - 06 mars 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32900>

Deux informations publiées séparément peuvent devenir autrement importantes quand on les rapproche. Exemple: d'une part, la venue d'Amazon en Suisse présentée en janvier 2018 sous le titre [Ce que l'arrivée d'Amazon va bouleverser en Suisse](#) et, d'autre part, la transformation de [Cargo sous terrain](#) (CST) de groupement d'intérêt en véritable entreprise en mars 2017, suivie en janvier 2018 par la visite d'une délégation de la nouvelle SA auprès de la conseillère fédérale [Doris Leuthard](#) pour lui annoncer que CST avait déjà «*mobilisé*» 100 millions de francs en vue de financer les premiers travaux.

Amazon, fondée en 1994 sous la forme d'un site de vente en ligne de livres, est devenue depuis lors une entreprise de vente à distance de tous genres

de produits, y compris alimentaires et périssables, spécialité du géant américain [Walmart directement menacé](#). [Géant du web](#), Amazon est le numéro un mondial du commerce en ligne avec, en 2016, un chiffre d'affaires de 136 milliards de dollars, réalisé par 341'000 agents...

Aujourd'hui, cet effectif dépasse le demi-million de personnes. L'attrait décisif de l'entreprise consiste à offrir progressivement la livraison gratuite, dans les 24 heures, pour toutes les commandes supérieures à 49 euros, soit 53,40 francs... Le concept n'en est qu'à ses débuts. Sur le [marché américain](#), il progresse de manière fulgurante; Amazon le développe aussi sur le marché européen et, par cet intermédiaire, cible le juteux marché suisse. Car notre pays

présente deux attraits majeurs: belle ouverture à l'e-commerce et pouvoir d'achat des consommateurs parmi les plus élevés du monde.

Face à cette évolution, la logistique nécessaire pour les livraisons devient un défi formidable. Les normes actuelles sont totalement dépassées. Dans un petit pays où l'espace est rare, au cœur d'un continent aux infrastructures routières denses - celles qui comptent pour la plus grande part dans ce genre de distribution -, les conditions sont *a priori* favorables. Sauf que nos infrastructures nationales sont saturées, aéroports, routes et rail, entre et dans toutes les agglomérations significatives.